

Une énième rentrée universitaire placée sous le signe de la **précarité étudiante**

Plusieurs rapports d'enquêtes, conduites en partenariat avec des associations d'aide aux étudiants (Cop1, Linkee), ainsi qu'un récent numéro spécial de la « Revue française des affaires sociales », mettent l'accent sur une précarité étudiante à la fois grandissante mais également multidimensionnelle. Quels en sont les principaux enseignements ?

Par **MATHIEU ROSSIGNOL-BRUNET**,
maître de conférences en sciences de l'éducation,
université Bourgogne Europe

Moins d'un étudiant sur quatre dispose de plus de 100 euros par mois pour vivre une fois ses charges payées¹. Le logement occupe sans surprise la part la plus importante de ces dépenses, et plus d'un tiers des étudiants éprouvent des difficultés à payer leur loyer. Dès lors, des dépenses annexes au logement, comme les frais de chauffage, sont bien souvent sacrifiées par les étudiants afin de pouvoir survivre. Plus généralement, les étudiants, parfois forcés à décohabiter, doivent faire face à une pénurie de logements à prix abordable, ce qui les contraint soit à accepter des logements insalubres, soit à s'excéntrer, non sans conséquence sur leur santé et leurs études (risque de maladie, fatigue liée au transport). Par ailleurs, ils sont également confrontés à la hausse moyenne des droits d'inscription en lien avec le développement de l'enseignement supérieur privé. Les données de l'OVE² montrent ainsi que 44 % des étudiants exercent une activité rémunérée pendant l'année, dont 7 % la déclarent concurrente de leurs études.

RECOURS À L'AIDE ALIMENTAIRE

Ces difficultés financières contraignent à la fois l'alimentation et la santé des étudiants. Or ces derniers ne bénéficient pas toutes et tous d'un restaurant universitaire à proximité, et ne sont pas nécessairement éligibles au repas Crous à 1 euro. Plus d'un tiers déclarent ainsi avoir sauté un repas souvent ou de temps en temps par manque d'argent, et un sur cinq a déjà eu recours à l'aide alimentaire³, qui a explosé avec l'inflation. Si les universités peuvent parfois mettre des dispositifs en place pour soutenir les étudiants dans leur alimentation⁴, ces initiatives restent insuffisantes. D'autres concessions sont en outre faites ailleurs : produits d'hy-



giène, d'entretien, ou encore habillement. À cela s'ajoute la familialisation de la politique de couverture santé, et plus généralement d'aide aux étudiants, qui participe de la vulnérabilisation de ces derniers, et notamment ceux en situation de rupture familiale.

VULNÉRABILITÉ RENFORCÉE CHEZ LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Si toutes les populations étudiantes sont concernées par la précarité et les situations de vulnérabilité, certaines catégories y sont encore davantage sujettes. C'est le cas des étudiants étrangers, qui doivent faire face à des droits d'inscription plus élevés et à des démarches administratives extrêmement chronophages, des étudiants ultramarins, confrontés plus fréquemment à l'isolement, ou encore des femmes, plus exposées aux violences sexistes et sexuelles. Tous ces éléments contribuent à la fragilisation des conditions de vie et, par ricochet, mettent en péril les études, tandis que le non-recours aux aides existantes reste encore trop important. ■

Plus d'un tiers des étudiants déclarent avoir sauté un repas souvent ou de temps en temps par manque d'argent.

1. linkee.co/etude-sociologique-2025/.
2. www.ove-national.education.fr/publication/ove-infos-n48-la-crise-dans-le-retrovisueur/.
3. cop1.fr/wp-content/uploads/2024/10/120770-Presentation-COP1-2.pdf.
4. Par exemple la CCE de l'UPEC ou de l'université Sorbonne-Paris-Nord : shs.cairn.info/revue-revue-francaise-des-affaires-sociales-2025-2-page-309?lang=fr.